CONSEIL DELIBERATIF NATIONAL DU S.N.E.P.
DES 19 ET 20 MAI 2011

Agir pour un autre Olympisme

Depuis longtemps, le SNEP défend l'idée que l'EPS, le sport scolaire et les pratiques sportives pour tous doivent contribuer à la construction d'une alternative humaniste pour le sport. C'était là une des exigences portées par les « EPSIliades » organisées par le SNEP et le centre EPS et Société en novembre 2010. D'autant que l'aventure sportive humaine tourne de plus en plus à la mésaventure du fait notamment de l'accélération de la mondialisation libérale de nos sociétés.

Après les années 60, on constate le passage progressif d'un Olympisme marqué par les rapports de force internationaux, la montée du tiers-monde, les illusions d'un sport socialiste, à un Olympisme marqué de plus en plus par la médiatisation, la marchandisation et l'intrusion des sponsors. Les grandes compétitions sportives et en particulier les Jeux sont devenus pour une part une gigantesque machine économique et médiatico-idéologique, attisant certaines contradictions du phénomène sportif lui-même ; pour autant les Jeux restent aussi à l'image du monde et de sa diversité, une grande fête populaire, parfois enthousiasmante et encore généreuse, pouvant participer à l'amitié entre les peuples et à la paix dans le Monde.

Pour sa part, le SNEP relève le défi d'un autre Olympisme. Avec ambition mais aussi conscient de la difficulté et de l'ampleur de la tâche, nous entendons contribuer à la définition d'une ligne cohérente pour la transformation des Jeux dans toutes leurs dimensions : économique, idéologique et purement sportive. Des forces sociales existent en France, en Europe et dans le Monde pour travailler en ce sens. Cette position amène à se poser une question : l'idée d'un autre Olympisme passe-t-elle par le soutien aux Jeux ou conduit-elle à les rejeter en bloc ? Pour le SNEP, l'alternative n'est pas entre une approbation sans critique et un refus sans nuance.

Il nous faut poser la question primordiale aujourd'hui : quelles transformations proposer pour ces Jeux, pour en faire des Jeux véritablement populaires ? Il nous faut surtout, dans le prolongement de « l'appel de Paris » lancé lors du forum SNEP de 2005 et de la résolution « Pour une EPS de qualité et un sport éducatif pour toutes et tous » votée au congrès de 2011 mener le débat et l'action sur ce thème en cherchant à élargir les partenaires potentiels.

La candidature d'Annecy aux JO d'hiver 2018 n'apparaît pas comme rassemblant suffisamment les exigences portées par le SNEP en terme

notamment de démocratie, de financements, de développement durable, etc. Les conditions ne sont donc pas réunies pour que le SNEP, bien qu'attaché au principe et à l'existence des JO, soutienne cette candidature.

Le SNEP avance d'ores et déjà quelques idées pour la transformation des JO, qu'il soumet à la réflexion :

La France devrait d'abord être exemplaire en matière d'éducation physique et sportive à l'école et de sport scolaire, comme elle devrait l'être pour le développement du sport populaire avec un service public du sport redynamisé, ceci assorti des équipements et des financements nécessaires.

Sur un plan plus sportif, la France devrait réaffirmer son intransigeance dans la lutte contre le dopage et la traduire par des actions concrètes.

Les Jeux ne doivent pas servir de diversion médiatique à la misère et à la violence du monde actuel.

Les conditions - biologiques, psychologiques, sociales, culturelles, écologiques, éthiques, etc. - dans lesquelles peut se développer le sport comme possibilité d'un progrès humain, doivent faire l'objet d'un débat démocratiquement conduit.

Un combat doit être mené sur les valeurs et la signification de l'événement pour permettre à celui-ci de s'installer véritablement sur le terrain de l'humanisme et de la solidarité. De ce point de vue, le sport et les Jeux ne doivent pas avoir pour fonction politique de donner l'illusion d'un champ d'activités où la démocratie règnerait et qui serait le reflet d'une société présentée comme «démocratique et égalitaire».

Ce combat doit inclure une action nationale et internationale qui impose aux sponsors et aux médias une éthique et des obligations : totale liberté de la presse, accès des jeunes, des chômeurs, aide aux pays pauvres ; les Jeux doivent être un moment incontestable d'égale dignité des pratiques et des athlètes, visant par exemple à mieux intégrer le sport des handicapés. L'exigence d'accès des femmes, dans toutes les délégations, doit être effectivement respectée.

Il nous semble aussi qu'il serait bon de réfléchir à un nouveau statut de la victoire et de la défaite, un nouveau rapport entre le gagnant et les perdants, une nouvelle conception de la compétition.

Il faut imaginer un nouvel « Appel de Paris », fondé sur « la déclaration universelle des droits de l'homme», qui, s'inspirant de l'histoire de l'émancipation humaine et s'appuyant sur tous les mouvements qui l'incarnent aujourd'hui, propose des Jeux qui soient, dans l'esprit d'une authentique excellence sportive humaine, un moment de solidarité

concrète, une forme explicite de lutte contre les inégalités dans le monde, la faim, le sida, la dette, le racisme, le travail des enfants, la violence faite aux femmes, pour la Paix, le respect entre les peuples, le partage des richesses, le développement durable et la protection de l'environnement.

Le SNEP proposera aux enseignants d'EPS et à toutes les forces et institutions concernées de l'accompagner dans cette démarche, de l'enrichir de leurs propositions et de la faire vivre partout ensemble ; à travers, notamment, l'initiative sur le sport que le SNEP organisera en mars 2012. D'ores et déjà, des pas en avant sont possibles dans le cadre de l'EPS, du sport scolaire, et plus largement dans celui de l'école, mais aussi dans le cadre d'un service public du sport à redynamiser et avec les fédérations affinitaires par exemple. Le SNEP s'emploiera à en développer les conditions.

Résultat du vote :

Pour 35
Contre 0
Abstentions 2

Copyright © 2011 SNEP. Tous droits réservés - Dernière modification le 20/05/11